

L'INSEE a confirmé ce matin l'explosion du déficit public. Alors que le Gouvernement avait envisagé un déficit à hauteur de 4,9 % du PIB, celui-ci devrait atteindre 5,5 % du PIB en 2023. **0,6 point de PIB, cela représente 16 milliards d'euros de déficit public en plus.**

Un tel écart entre le déficit envisagé et le déficit effectif, c'est du jamais vu. Soit nous faisons face à un mensonge, avec un budget insincère décidé cet automne, soit nous faisons face à l'incompétence du Ministre de l'Économie, Bruno Le Maire, en place depuis maintenant 7 ans.

Le Gouvernement, qui impose depuis 2022 son budget sans vote de l'Assemblée nationale en utilisant le 49.3, est **responsable de ce dérapage budgétaire incontrôlé.** Depuis 2017, il a sciemment appauvri l'État en réduisant les recettes fiscales de 60 milliards d'euros par an avec la suppression massive d'impôts sur les ménages et les entreprises les plus riches. Aujourd'hui, il semble décidé à **faire supporter sa faute sur l'ensemble des Françaises et des Français avec une cure d'austérité. C'est irresponsable.**

Après avoir décidé en février dernier 10 milliards d'euros de coupes budgétaires sur l'école, l'écologie ou le logement, le Gouvernement nous promet au moins 20 milliards d'euros de nouvelles coupes pour l'année prochaine : **réforme de l'assurance chômage, suppression de l'allocation de solidarité spécifique (ASS), baisse de l'indemnisation des personnes en affections longue durée (ALD), baisse du remboursement des médicaments, augmentation de la TVA...** ce sont les Français des classes populaires et moyennes qui vont payer la note !

Cette cure d'austérité n'est pas une fatalité, c'est un choix politique du Gouvernement. Depuis 2017, les députés socialistes formulent avec constance des propositions alternatives porteuses de justice sociale.

- **Rétablir l'impôt de solidarité sur la fortune** et supprimer la "flat tax" afin de réduire les inégalités et d'imposer les revenus du capital au même niveau que les revenus du travail.
- **Mettre à contribution les super-profits et les super-dividendes** comme le demandent désormais également des membres de la majorité présidentielle face aux bénéficiaires et aux dividendes qui explosent.
- **Revenir sur la suppression des impôts de production** qui profite essentiellement aux grandes entreprises **ou encadrer le crédit d'impôt recherche.**
- **Supprimer les niches fiscales et sociales inutiles et dangereuses** comme par exemple la niche fiscale Airbnb qui contribue à l'explosion des prix de l'immobilier dans les zones touristiques.

Nous porterons l'ensemble de ces propositions lors des prochaines débats budgétaires.